

obligatoire déterminé dans le cadre d'une des procédures mentionnées à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale. Le congé annuel ne peut être affecté à l'un de ces dispositifs que pour sa durée excédant vingt-quatre jours ouvrables.

Les sommes ainsi épargnées bénéficient de l'exonération prévue à l'article [L. 242-4-3](#) du même code ou aux [articles L. 741-4 et L. 741-15 du code rural et de la pêche maritime](#) en tant qu'ils visent l'article L. 242-4-3 du code de la sécurité sociale.

Elles bénéficient également, selon le cas, des régimes prévus aux 2° ou 2° 0 bis de l'[article 83 du code général des impôts](#) ou de l'exonération prévue au b du 18° de l'article 81 du même code.

L. 3334-9

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Par dérogation aux dispositions des articles [L. 3332-11](#) à [L. 3332-13](#) et [L. 3334-10](#), les sommes issues de la participation qui sont versées au plan d'épargne pour la retraite collectif peuvent donner lieu à versement complémentaire de l'entreprise dans les limites prévues à ces articles.

L. 3334-10

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 11

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les sommes provenant d'un compte épargne-temps dans les conditions mentionnées au 2° de l'article [L. 3152-4](#), correspondant à un abondement de l'employeur et transférées sur un ou plusieurs plans d'épargne pour la retraite collectifs, sont assimilées à des versements des employeurs à un ou plusieurs de ces plans.

service-public.fr

> Plan d'épargne pour la retraite collectif (Perco) : Versements

> Impôt sur le revenu - Faut-il déclarer l'épargne salariale ? : Exonération des jours de congés monétisés et affectés sur un Perco (Articles L. 3334-8)

Section 3 : Composition et gestion du plan

L. 3334-11

LOI n°2015-990 du 6 août 2015 - art. 151

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les participants au plan d'épargne pour la retraite collectif bénéficient d'un choix entre au moins trois organismes de placement collectif mentionnés à l'article [L. 3332-15](#), présentant différents profils d'investissement, sous réserve des restrictions prévues à l'article [L. 3334-12](#).

Il leur est également proposé une allocation de l'épargne permettant de réduire progressivement les risques financiers dans des conditions fixées par décret. A défaut de choix explicite du participant, ses versements dans le plan d'épargne pour la retraite collectif sont affectés selon cette allocation.

service-public.fr

> Plan d'épargne pour la retraite collectif (Perco) : Composition et gestion du PERCO

L. 3334-12

LOI n°2019-486 du 22 mai 2019 - art. 77 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Par dérogation aux dispositions du 2° de l'[article L. 3332-15](#), le plan d'épargne pour la retraite collectif ne peut pas prévoir l'acquisition de parts de fonds communs de placement régis par [l'article L. 214-165 du code monétaire et financier](#), ni d'actions de sociétés d'investissement à capital variable régies par [l'article L. 214-166 du même code](#), ni de titres de l'entreprise ou d'une société qui lui est liée au sens des articles L. 3344-1 et L. 3344-2.

Lorsque le plan prévoit l'acquisition de parts de fonds communs de placement régis par [l'article L. 214-164 du code monétaire et financier](#) et sans préjudice des dispositions du seizième alinéa de cet article, ceux-ci ne peuvent détenir plus de 10 % de titres non admis aux négociations sur un marché réglementé ou plus de 10 % de titres de l'entreprise qui a mis en place le plan ou de sociétés qui lui sont liées au sens des [articles L.](#)